

## Le religieux en Europe

### Un séminaire de dialogue méditerranéen sur la modernité et le religieux ; pourquoi ce titre ?

Si nous couvrons un champ régional bien délimité, nous entendons néanmoins le terme **Méditerranée** au sens large, c'est -à-dire comprenant notamment la Turquie et l'Iran.

Nous employons le terme « **dialogue** » parce que c'est à travers un dialogue entre experts du religieux des deux rives que nous souhaitons analyser **les processus de sécularisation et de laïcisation** à l'œuvre dans cette région du monde.

Enfin le terme « **modernité** » employé dans ce séminaire renvoie aux travaux de Marcel Gauchet et plus précisément à son concept de « sortie de la religion » qui ne suppose pas d'affectation directe des croyances mais distingue la croyance de la structuration religieuse.

Nous avons l'image d'une rive nord dont le processus de sécularisation serait achevé et d'une rive sud profondément marquée par l'influence du religieux. Cette image reflète-t-elle la réalité ? N'assiste-t-on pas aujourd'hui au retour du religieux au nord tandis que le sud de la Méditerranée serait marqué par des processus de laïcisation et de sécularisation personnalisés ? L'objectif du dialogue interreligieux ne réside-t-il pas dans un dialogue relatif à ces évolutions complexes ? Sur quoi doit-il se concentrer ? Est-ce sur des questions d'ordre théologique ou sur des questions plus politiques telles que la question des minorités dans les pays du sud de la Méditerranée ? Quels doivent être les acteurs de ce dialogue ? Quelles sont les instances de dialogue ? Sont-elles légitimes ? Peut-on parler de dialogue interreligieux lorsqu'il s'agit de résoudre un problème de vivre ensemble ? N'est ce pas davantage un problème politique ? N'instrumentalise-t-on pas le dialogue interreligieux ?

En **2012**, les activités du séminaire se poursuivront sur deux thèmes essentiels :

- la modernité et le religieux
- le dialogue interreligieux en Méditerranée:

Les deux rives sont-elles séparées par un fossé ou existe-t-il des ponts ? Ce fossé est-il imaginaire selon l'expression de Georges Corm ou le fossé est-il réel ? Cette question a

rythmé l'ensemble de nos séminaires de l'an dernier sans que nous n'ayons l'occasion de consacrer une séance à l'Europe en particulier. Cette séance de rentrée concerne donc exclusivement le religieux en Europe; comment l'Europe des états confessionnels est elle devenue une Europe communautaire et séculière où les religions ne sont plus que des lobbies parmi d'autres ? Comment les religions, qui autrefois étaient des alliés du pouvoir politique, en ont-elles été écartées ? Si aujourd'hui nous pouvons constater une séparation et une certaine indépendance des sphères religieuse et politique, force est de constater que les traces des affrontements du passé jouent encore. Aussi afin de comprendre les enjeux et les décisions contemporains devons nous revenir sur des processus historiques qui ont marqué l'état du religieux en France et en Europe aujourd'hui.

Nous reviendrons notamment sur :

- les modalités des processus de sécularisation sociale et politique en Europe, l'hypothèse d'une convergence des modèles européens d'organisation du religieux au delà de leur apparente diversité ;
- la problématique de la « modernité tardive » marquée par la permanence au sein de certaines religions d'une intransigeance religieuse et de revendications politiques et, du côté de l'Etat, par la persistance des réflexes régaliens de contrôle dans la gestion de certains cultes.

**Jean-Paul Willaime évoquera l'Europe et son regard sur elle-même, sur son histoire, sa culture et son héritage religieux tandis que Vincent Geisser traitera davantage la question de l'Europe et de son regard sur l'autre à travers la thématique des islamophobies.**

**L'héritage religieux de l'Europe : vers une laïcité de reconnaissance et de dialogue, exposé de Jean-Paul Willaime.**

- L'Europe n'est pas simplement riche d'héritages religieux au sens strict; elle est également marquée par un passé philosophique critique sur les prétentions du phénomène religieux qui constitue une des dimensions essentielles de son identité.
- L'Europe, c'est également un débat récurrent sur la distinction entre le spirituel et le temporel; or, si il y a débat voire conflit, c'est qu'il existe une distinction. Cette distinction et plus précisément le renoncement du pouvoir politique vis-à-vis du pouvoir spirituel (et réciproquement) est un élément au cœur de l'ordre démocratique, de la liberté de conscience, de la liberté religieuse.
- L'Europe, c'est également un continent marqué par les guerres de religions, par l'antisémitisme et ses conséquences tragiques. C'est un continent où beaucoup de sang a coulé au nom de Dieu ou de l'athéisme d'État.

→ **L'histoire européenne est un long processus d'autonomisations respectives du pouvoir religieux et du pouvoir politique, du droit et de la religion, la sécularisation de la normativité juridique étant dans ce cadre un élément fondamental.**

**Que pouvons nous constater aujourd'hui en terme d'évolution du paysage religieux européen ?**

- L'Europe est marquée par la sécularisation ; un nombre croissant de personnes se disent sans religion. Une majorité de jeunes adultes (18-29 ans) se disent sans religion, cette absence de religion n'étant pas synonyme d'athéisme ou de laïcité militante. L'importance quantitative des personnes se déclarant sans religion doit être prise avec précaution : ces personnes ne peuvent être annexées ni par les religieux, ni par les athées. Cela signifie être sans identification religieuse ou philosophique particulière. Nous rencontrons des « sans religion » croyants, des « sans religion » incroyants, des croyants doutant... Les degrés d'adhésion à une religion sont diversifiés et les catégorisations brouillées notamment en raison de la perméabilité et de la fluidité des appartenances et des identifications. Ces recompositions interrogent notre conception de la liberté religieuse, la question de la visibilité de la religion et nécessitent des réglages vis-à-vis de la neutralité et des rapports religion-Etat.

- En dépit des processus de sécularisation certains, les identités nationales européennes demeurent très liées à la religion.

→ **Les populations européennes sont globalement plus sécularisées que les imaginaires nationaux des pays européens** ; l'affaire des minarets a bien mis en valeur le fait que l'imaginaire européen est beaucoup moins sécularisé qu'on ne le croit.

**Comment l'Europe conçoit-elle la laïcité ? Comment vit-elle aujourd'hui ses héritages religieux ?**

- Dans le traité de Lisbonne, sont évoqués les héritages « *religieux* » et « *humanistes* » de l'Europe. L'expression employée dans ce traité est non pas simplement « *consciente de ces héritages....* », expression qui renverrait au patrimoine du passé mais « *s'inspirant de ces héritages .....* », ce qui suppose une dimension active des héritages du passé et signifie qu'ils sont aujourd'hui encore source d'inspiration pour une Europe désormais sécularisée.

Ces héritages sont ceux « *à partir desquels se sont développées les valeurs inviolables et inaliénables de la personne humaine* » ; les héritages religieux n'ont pas simplement contribué à l'identité européenne, ils ont également contribué à l'élaboration des valeurs universelles. Les idéaux des démocraties des droits de l'homme ne sont pas que séculiers ou humanistes.

→ Nous avons donc aujourd'hui en Europe **un compromis laïque, pluraliste et ouvert qui reconnaît l'apport des religions** (il ne s'agit pas d'une lecture laïciste critique à l'égard du religieux); les héritages culturels et humanistes sont mentionnés au même titre que les héritages religieux et aucune religion particulière n'est mise en avant.

Nous sommes sortis des problématiques affirmant que plus de modernité signifiait moins de religieux. **La modernité c'est « du religieux autrement »**, du religieux pluraliste et recomposé. Chaque confession religieuse évolue. Ces évolutions, c'est aussi, face à la sécularisation, des réaffirmations fortes des identités, qu'elles soient juives, catholiques, protestantes ou musulmanes. Nous pouvons observer la réactivation d'un rapport plus identitaire, plus orthodoxe au religieux et le resserrement des identités religieuses face

au déploiement d'une certaine sécularisation. Le réveil d'un athéisme militant et d'un anticléricalisme accompagnent ces transformations ; deux radicalismes qui se répondent l'un l'autre, face à ce qu'ils perçoivent comme le retour du religieux.

### **Comment concevoir en Europe les relations entre l'Etat et la religion ?**

En France la laïcité est un principe général qui définit les rapports et l'autonomie respective des sphères religieuses et politiques ; en Belgique la laïcité est dite « *ecclésialisée* », c'est-à-dire la laïcité comme conception philosophique libre penseuse et agnostique promouvant une vision séculière voire séculariste de l'homme et du monde en alternative aux conceptions religieuses de l'homme et du monde.

L'Etat séculier, la sécularité est une approche où l'Etat évite quelque identification avec une religion particulière ou un athéisme d'Etat, où l'Etat évite d'accorder le privilège à une conception religieuse de l'homme et du monde. Il faut donc souligner que c'est **l'Etat, les institutions qui sont laïques et non la société et ses acteurs.**

Le modèle qui domine en Europe en terme de relation Etat-religion est celui de **la séparation de reconnaissance** c'est-à-dire une autonomie sans ambiguïté du politique et du religieux qui suit diverses modalités juridiques et reconnaît des associations religieuses, prenant ainsi en compte les faits religieux dans leur spécificité.

En France, les statuts associatifs organisent la vie religieuse ; dans d'autres pays on peut rencontrer une neutralité bienfaisante et active des autorités politiques face aux organisations religieuses. En Suède par exemple, les organisations religieuses bénéficient de droits particuliers et sont reconnues comme véhiculant et consolidant les valeurs essentielles qui renforcent la société. L'alinéa 3 de l'article 25 de la constitution polonaise mentionne les rapports entre l'Etat et l'Eglise - ou les unions confessionnelles - comme « *une coopération pour les hommes et le bien commun* ». La loi portugaise sur la liberté religieuse du 22 juin 2001 mentionne l'État comme devant collaborer avec les Églises en vue de promouvoir les droits de l'homme.

Il existe donc **différentes modalités de reconnaissance, le cas le plus répandu étant celui d'une séparation – coopération – reconnaissance, où la séparation n'est pas synonyme d'indifférence et de méfiance.**

Si le régime français des cultes, la loi de 1905 et ses interprétations peuvent passer pour une neutralité d'indifférence et de méfiance à l'égard des groupes religieux, ce modèle n'est pas celui qui domine le paysage européen.

Sur la base d'une observation empirique, nous pouvons évoquer une laïcité de reconnaissance et de dialogue pour quatre raisons :

- 1/ Parce que les dispositifs de relation État-religion prennent place dans le cadre d'une laïcité de principe (cf article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme).
- 2/ Parce que le fait social de la religion est reconnu comme une réalité *sui generis* et pour laquelle des cadres juridiques particuliers sont prévus.
- 3/ Parce que dans les états séculiers des pays européens le respect de la neutralité n'interdit pas des possibilités différenciées d'enregistrement et de reconnaissance liées à certains critères objectifs. Notons que s'il existe une laïcité d'équivalence il serait absurde

de conclure que le paysage religieux européen est neutre. L'histoire a marqué les terres européennes.

4/ Parce que la plupart des États reconnaissent la contribution des religions à la vie sociale et au bien commun.

Indépendamment de sa mention explicite, nous rencontrons donc des formes de laïcité qui s'expriment à travers une certaine compréhension du fait social de la religion. Notons qu'aujourd'hui, une partie des réactions face à la religion musulmane vient précisément d'une mécompréhension du phénomène à la fois social et culturel que constitue le fait religieux.

Les 27 pays de l'Union européenne reconnaissent les religions et dialoguent avec elles. C'est également le cas des **institutions de l'Europe**. Si les relations entre le religieux et le politique ne relèvent pas du droit communautaire, que l'union respecte les dispositifs nationaux en matière de relation religion-État, **l'alinéa 3 article de 17 sur le traité du fonctionnement de l'UE reconnaît l'identité et la contribution des groupes religieux de l'Union qui maintient un « dialogue ouvert transparent et régulier » avec ces derniers.**

En France, en dépit de la prégnance d'un rapport idéologique et militant à la laïcité, la pratique au plan international, via le ministère des Affaires étrangères, est également celle d'une reconnaissance et d'un dialogue à l'égard des cultes.

Aujourd'hui, **la présence musulmane re-questionne le rapport de l'Europe à ses héritages religieux**. La minorité musulmane interroge les européens. Les pays européens doivent organiser d'un point de vue juridique le culte musulman, mais surtout les populations européennes doivent faire l'effort d'une adaptation socio-culturelle réciproque. Face à l'islam, qui a peut-être actuellement davantage de visibilité que d'autres religions, la neutralité en matière religieuse des États européens se trouve remise en cause. Cette remise en cause peut prendre une forme qui va à l'encontre des valeurs des démocraties européennes. Aussi, nous constatons, un retour médiatique du religieux mais également un retour du religieux en tant que problème.

### **Les islamophobies, exposé de Vincent Geisser**

En quoi notre rapport aux musulmans est-il déterminé par un substrat religieux chrétien ? Pourquoi, selon l'expression de Maxime Rodinson, l'islam exerce-t-il une fascination ? Peut-on identifier l'influence d'un héritage religieux et chrétien sur les réactions qui se font entendre en Europe face à l'islam et aux citoyens « potentiellement porteurs de cette religion » ? Ne doit-on pas considérer que les haines relatives à l'islam relèvent davantage de musulmanophobie que d'islamophobie ?

**La perception de l'islam a évolué au fil des siècles.** Longtemps, la polémique chrétienne relative à l'islam a focalisé sur le prophète pour déconsidérer un courant sectaire inventé par un homme, représentant successivement Mahomet comme violent, magicien, manipulateur ou libertin.... Ce passé a contribué à produire la figure d'altérité radicale contemporaine du musulman. Au XVIe siècle, le rapport au musulman a évolué. L'accent

n'est plus mis sur une altérité purement religieuse : à travers l'Empire ottoman, la figure du musulman épouse celle de la rivalité impériale et géopolitique. Curieusement au regard de ce qui se passe actuellement, à l'époque, l'Empire ottoman était quasiment considéré comme européen, la rivalité ou la différence s'exprimant davantage en termes géopolitiques que religieux. Au XVIIIe siècle émerge une vision fraternelle du musulman ; l'islam est considéré comme plus proche de l'idéologie des lumières que le christianisme. La Hascala, mouvement de pensée juif du XVIIIe et du XIXe siècle, fortement influencé par l'esprit des Lumières contribue à normaliser un rapport à l'islam, le présentant comme une religion noble, un monothéisme digne d'intérêt.

Ce mouvement juif a surtout influencé l'Allemagne; **nous ne pouvons pas homogénéiser le patrimoine européen et parler d'une perception européenne unifiée de l'être au monde musulman.**

Les processus de nationalisation nous incitent à observer des contrastes en termes d'expériences nationales. **A la sécularisation vient s'ajouter la nationalisation.** Si certaines affaires médiatiques telles que celle du voile tendent à prendre une dimension européenne, cristallisant une vision – tension européenne face à l'identité musulmane, force est de constater qu'analogie ne veut pas dire ressorts communs : la perception de l'islam dans les pays de l'Union répond à différentes histoires, différents traumatismes; elle n'a pas toujours les mêmes raisons et ne concerne pas les mêmes acteurs ou coalition d'acteurs...

Reste-t-il aujourd'hui des traces théologiques dans notre rapport à l'islam et aux musulmans? Certaines attitudes relèvent-elle toujours de l'antimahométisme chrétien ? L'islamophobie ambiante est-elle le fait d'acteurs chrétiens s'exprimant au nom de leur église ou de citoyens sécularisés ? Le rapport de l'église catholique à la religion musulmane structure-t-il le rapport des croyants à l'identité musulmane ? Les représentations de l'église catholique en tant qu'institution peuvent-elles jouer un rôle dans l'islamophobie actuelle ?

Vatican II a institutionnalisé la posture dialogique de l'Eglise face aux autres religions, notamment l'islam. L'église catholique a joué un rôle important lorsqu'il s'est agit de légitimer la construction de lieux de prière pour les musulmans en France.

Aussi, ce n'est pas dans la position de l'Eglise en tant qu'institution que nous rencontrons des ferments d'islamophobie mais dans les représentations. Si « l'islamophobie catholique de confession catholique » existe, ce n'est pas dans un rapport de proximité à l'institution catholique qu'il puise son islamophobie. **Notre rapport à l'islam s'est sécularisé et laïcisé. Le rapport aux musulmans a subi la sécularisation, évoluant d'une peur de l'autre à caractère religieux à une peur moderne voire laïque.**

**Le terme d'islamophobie était peut être maladroit ; mais il a entraîné une violence et c'est sur cette dernière que nous devons nous interroger,** tout en prenant nos distances par rapport au terme. Il faut également souligner un aspect très positif dans le rapport que les sociétés européennes entretiennent avec l'islam : **l'islamophilie** est très présente. Des ouvrages scientifiques, des événements culturels (émissions, expositions...) de qualité relatifs à l'islam naissent chaque jour ; l'islam fascine, attire les curiosités bien intentionnées et suscite un désir de connaissance.

Le musulman nous interroge.

**Ne devrions nous pas lire dans l'islamophobie actuelle une peur de l'autre, de l'altérité et non une peur de l'islam en tant que religion**, ce d'autant plus que l'islam est bien souvent l'objet de constructions idéologiques ? A titre d'exemple, nous pouvons évoquer le tapage médiatique autour des prières dans la rue. Ce dernier a résulté d'une construction idéologique et non de la réalité d'une dimension prosélyte de la religion musulmane. Aujourd'hui, le prosélytisme est plus le fait de nouveaux mouvements religieux tels que les Témoins de Jéhovah ou les évangélistes que des musulmans.

**Si nous sommes dans un espace laïque et sécularisé, nous ne pouvons pas parler de minorité religieuse ; nous devons cesser de parler en terme de majorité / minorité, expressions qui renforcent les tensions et les incompréhensions.**

### Résumé des débats

Les deux exposés de la séance se répondent. Tandis que l'un met en avant le fait que les populations sont globalement plus sécularisées que leurs imaginaires nationaux respectifs, l'autre souligne que les haines proviennent davantage de citoyens sécularisés que de leurs éventuelles églises d'appartenance. Nous sommes donc confrontés au problème d'une sécularisation qui engendre des comportements certes sécularisés mais influencés par des imaginaires nationaux religieusement marqués. Nous devons interroger cette contradiction.

N'assiste-t-on pas aujourd'hui à un mélange des genres résultant d'une part d'une sécularisation du religieux lui même et d'autre part de la visibilité croissante de comportements appréhendés comme religieux alors qu'ils ne le sont pas ? Le fait religieux ne peut-il pas parfois se lire comme une infrastructure socioculturelle, un code symbolique à travers lequel les hommes et les femmes perçoivent leurs conditions humaines ? N'avons nous pas tendance à essentialiser et catégoriser le fait religieux à travers une neutralité d'équivalence comme si toute expression religieuse se valait ? A force de considérer le religieux comme relevant de la sphère privée nous avons oublié sa dimension socioculturelle.

Simultanément, et c'est précisément là que nous notons une contradiction, les racines chrétiennes de l'Europe sont souvent mises en avant pour souligner l'incompatibilité de l'altérité musulmane avec la culture européenne. Dans cette configuration, où des acteurs prétendument laïques n'hésitent pas à se prononcer, le religieux est bien perçu comme culturel, identitaire et communautaire. N'est ce pas pour défendre une identité nationale qui se sent menacée que l'identité chrétienne est réactivée et instrumentalisée ?

Le paysage religieux européen et sa structuration sont-ils suffisamment stables pour traverser et intégrer les évolutions actuelles ? Peut-il intégrer l'islam, religion plus neuve et plus visible, ou l'islam va-t-il venir introduire de nouvelles mutations dans les équilibres établis ? Allons-nous assister à une nouvelle configuration des rapports Etat – société – religion ? Le changement de paradigme que nous connaissons, à savoir la sécularisation

de la laïcité (le fait que les individus se soient à la fois émancipés des pouvoirs religieux et idéologiques) ne peut-il pas être accéléré par les événements qui se produisent au sud de la Méditerranée ? Cela ne va-t-il pas influencer le sens que l'on prête à l'Etat démocratique, ce dernier n'étant plus assimilé à un Etat séculariste mais séculier qui respecte le religieux ? Nous notons là un enjeu important qui se joue sur les deux rives de la Méditerranée.